

L'Arménie menace de revenir sur ses accords avec la Turquie

lundi 15 mars 2010, par [Pierre Rousselin](#)

INTERVIEW - Le président Serge Sarkissian, qui a été reçu mercredi par Nicolas Sarkozy, a accordé un entretien au Figaro. En l'absence d'une ratification turque des protocoles signés en octobre dernier, il se dit prêt à retirer sa signature.

LE FIGARO.

Pourquoi le processus de normalisation entre l'Arménie et la Turquie est-il bloqué ?

Serge SARKISSIAN.

Notre histoire est douloureuse. Depuis 95 ans, la Turquie nie la réalité du génocide commis en 1915 par l'empire ottoman. Lorsque j'ai invité le président turc à Erevan pour assister au match de football entre nos deux équipes nationales, mon objectif était d'établir des relations entre nos deux pays sans condition préalable. Lors de la signature des protocoles d'accord, en octobre 2009, il était convenu qu'ils seraient ratifiés dans des délais raisonnables et sans conditions préalables. Nous avons dit que l'Arménie ratifierait l'accord aussitôt que le Parlement turc le ferait. Or, la Turquie n'arrête pas de poser des conditions préalables à cette ratification, dont le principal concerne le Haut-Karabagh

Que peut faire l'Arménie pour aider à résoudre la question du Haut-Karabagh ?

Nous déploierons tous les efforts nécessaires. L'Azerbaïdjan tente de créer l'impression que l'Arménie et le Karabagh ne sont pas intéressés par un règlement mais ce n'est pas la réalité. Nous devons mettre un terme au blocus dont nous souffrons. L'Azerbaïdjan est dans une autre situation et compte sur ses ressources naturelles et ses pétrodollars pour acheter des armes et régler le problème par la force. Ils ne cachent pas leurs intentions.

Redoutez-vous la guerre ?

La guerre n'est jamais souhaitable mais nous n'avons pas peur de combattre s'il n'y a pas d'autre option. Mais le conflit doit être réglé par des moyens pacifiques sur la base d'un compromis mutuel.

Avec la Turquie, comment lever le blocage ?

Le problème doit être réglé par les Turcs. Il est inadmissible au XXI^e siècle qu'une frontière soit fermée et que l'on parle de conditions préalables. Établissons d'abord des relations et ensuite parlons de tous les sujets. Nos deux pays aspirent à approfondir nos relations avec l'Europe et à partager une communauté de valeurs avec l'Europe. Cela exclut tout acte d'hostilité. La communauté internationale doit se prononcer sur ce sujet.

Doutez-vous de la possibilité de normaliser les relations avec la Turquie ?

Nombreux sont ceux qui doutent. Pas seulement en Arménie. Mon initiative en faveur de la normalisation

a suscité beaucoup de contestation parmi les Arméniens partout dans le monde. À cause de la prolongation du processus de normalisation, les partisans des accords sont de moins en moins nombreux.

Vous y croyez encore ?

Mon désir d'établir des relations normales est grand mais les déclarations récentes de la Turquie me font croire qu'ils ne ratifieront pas les protocoles dans un avenir prévisible. Nous avons prévenu que si nous constatons que les Turcs utilisent le processus de normalisation à d'autres fins, nous adopterions des mesures adéquates. Dans ce cas, nous retirerons notre signature des protocoles.

L'Administration américaine a annoncé qu'elle bloquerait un vote à la Chambre des représentants de la résolution reconnaissant le génocide arménien adoptée en commission. Qu'en pensez-vous ?

Bien sûr, notre vœu le plus sincère est que les États-Unis, mais aussi la Turquie et tous les pays au monde reconnaissent le génocide arménien. Mais le Congrès américain et le département d'État ne prennent pas leurs décisions en se basant sur notre opinion ou sur nos souhaits.

Sources

Source : Le Figaro ,11 mars 2010